



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Appel d'Offres Ouvert

Pouvoir adjudicateur :

C.H.R. METZ-THIONVILLE

Etablissement support du GHT-6 Lorraine Nord

1, allée du Château

CS 45001

57085 METZ Cedex 03

Cahier des Clauses Administratives Particulières « RPH 26 » du 24 novembre 2025

**Établi en application du Code de la Commande Publique 2019,
relatif à la fourniture de :**

PRODUITS RADIOPHARMACEUTIQUES ET TRACEURS DE LA TEP

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT

en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique 2019

Accord-cadre avec émission de bons de commandes

***selon les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162.6 * R.2162-13 et R.2162-14
du Code de la Commande Publique 2019***

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 16 février 2026 à 08h00

Article 1 - PARTIE CONTRACTANTE - ADHERENTS

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, établissement support du GHT-6 LORRAINE NORD et pouvoir adjudicateur, est représenté par sa Directrice Générale, seule habilitée à signer les marchés.

Le C.H.R. Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord.

A ce titre, le C.H.R. METZ-THIONVILLE agit en son nom et pour le compte des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord suivants :

- ▶ **Centre Hospitalier de BRIEY** - 31 Avenue Albert de BRIEY - 54150 BRIEY
- ▶ **Centre Hospitalier Spécialisé de JURY** – Route d'Ars Laquenexy - 57245 JURY
- ▶ **Centre hospitalier de LORQUIN** - 5 rue du Général De Gaulle - 57790 LORQUIN
- ▶ **Centre hospitalier de BOULAY** - 1 rue de l'Hôpital - 57220 BOULAY
- ▶ **Etablissement Public Départemental de Santé de GORZE** - 163 rue de la Meuse - 57680 GORZE

*Le marché est susceptible de voir son périmètre évoluer pour inclure les besoins des autres établissements. Le cas échéant, **un adhérent au groupement pourra bénéficier du prix marché sur un lot, même s'il n'a pas quantifié sur celui-ci (sous réserve qu'il ne bénéficie pas déjà d'un tarif marché en vigueur par le biais d'une autre procédure)**. Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur du rattachement de l'adhérent sur un lot, en indiquant les quantités envisagées.*

En tant que membre associé du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, l'Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST pourra également être, au cas par cas, inclus dans le périmètre précité :

Hôpital d'Instructions des Armées LEGOUEST :

27 avenue de Plantières, 57070 METZ

Le CHR METZ-THIONVILLE, en tant qu'établissement support est chargé :

- d'assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins et de centraliser l'ensemble des besoins ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble du ou des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres du groupement ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du candidat titulaire :
 1. Rédaction et envoi des avis d'appel public et d'attribution
 2. Information des candidats
 3. Rédaction du rapport d'analyse technique
 4. Rédaction du rapport de présentation au pouvoir adjudicateur
- de signer et notifier les marchés
- de transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés les concernant
- de gérer les procédures relatives aux clauses de variation de prix
- de la conclusion des avenants
- de la résiliation des marchés
- de la gestion des contentieux

Les établissements membres gèrent l'exécution et les commandes de leurs marchés respectifs et l'application des pénalités éventuelles.

Article 2 - OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ**2.1 - Objet**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées : **Fourniture de PRODUITS RADIOPHARMACEUTIQUES ET TRACEURS DE LA TEP.**

2 points de commande et de livraison :

C.H.R. METZ- THONVILLE	HOPITAL DE MERCY	<i>Service de Médecine nucléaire (Zone B – Niveau 1) 1 allée du Château 57530 ARS LAQUENEXY</i>
	HOPITAL BEL-AIR	<i>Service de Médecine nucléaire (Bâtiment Ah – R.D.C.) 1 rue de Friscaty 57100 THIONVILLE</i>

2.2 - Forme et durée

La consultation donnera lieu à un accord-cadre avec émission de bons de commandes avec montant minimum et avec montant maximum, telle que décrite à l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Le montant seuil minimum du marché conclu à l'issue de la procédure sera égal au quart du montant retenu sur la base des besoins exprimés sur 12 mois.

Le montant seuil maximum sera égal au quadruple du montant retenu (sur la base des besoins exprimés pour la durée totale du marché soit 48 mois).

Les quantités indiquées dans le catalogue des besoins couvrent la 1^{ère} période de marché, jusqu'au 30/04/2027 soit 12 mois, sont exprimées à titre indicatif et sont susceptibles de varier.

Il est passé pour une période initiale **démarrant le 1^{er} mai 2026 (ou à la date de notification si postérieure), jusqu'au 30 avril 2027, renouvelable pour 3 périodes de 12 mois.**

Les prestations du présent accord-cadre donneront lieu à émission de bons de commande successifs comportant la désignation des produits. Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au **30 avril 2030.**

Les marchés pourront être prolongés par voie **d'avenant**, dans la limite de 48 mois au total, soit jusqu'au **30 avril 2030.**

Article 3 - Procédure de consultation – délai de validité des offres

Les produits objet de la consultation sont répartis en lots, détaillés dans le catalogue des besoins joint et comportant le volume prévisionnel en quantité du marché.

3-1- Procédure de consultation

La consultation entre les Entreprises se fera conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur par APPEL D'OFFRES OUVERT (articles R2124-1 et R2124-2, 1^o du Code de la Commande Publique 2019).

3-2- Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les Entreprises restent engagées par leur offre est fixé à **240 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 4 - ALLOTISSEMENT ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ

4-1- Besoins principaux

Les produits objet de la consultation sont répartis en **8 lots** décrits dans le catalogue des besoins joint.

Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre avec émission de bons de commande.

Les candidats pourront se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Chacun des lots ou référence, pris individuellement, pourra faire l'objet d'une reconduction ou d'une résiliation dans les conditions exposées à l'article 13 du présent C.C.A.P.

Les lots n° 1 – 4 – 6 – 7 – 8 seront mono-attributaire.

4-2- Lots à attribution en cascade

Pour ce type de lots, le marché sera en principe exclusivement actif avec le titulaire de rang 1.

Le titulaire de rang 2 sera sollicité en cas de défaillance ou d'incapacité du titulaire de rang 1 et devra appliquer les prix contractuels proposés dans le cadre de cet appel d'offres, avec possibilité de révision des prix selon les règles énoncées au présent CCAP.

Lot concerné : n°2

4-3- Lots multi-attributaire

La répartition des parts de marché se feront comme indiqué ci-dessous :

Lot 3 : 60 % et 40 %

Lot 5 : 75% et 25%

La part de marché la plus importante sera attribuée au fournisseur ayant obtenu le meilleur résultat.

La part de marché restante sera attribuée au fournisseur ayant obtenu le second meilleur résultat.

Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels qui prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'**acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes**, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes** dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font seules foi ;
- le **catalogue des besoins** ;
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (**C.C.A.G.-F.C.S**) (arrêté ECOM2106868A du 30 mars 2021, publié le 1er avril 2021 au J.O.R.F.)
- les **bons de commande**.

Article 6 - COMMANDES – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 - Commandes - Délais et lieux de livraison

Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins par les services de Médecine Nucléaire du C.H.R. Les produits seront livrés aux lieux, dates et heures demandés.

En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les dispositions de l'article 45 du C.C.A.G-F.C.S. seront susceptibles de s'appliquer (exécution de la fourniture aux frais et risques du titulaire)

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

6.2 - Transport

Les produits radiopharmaceutiques devront être livrés dans les emballages conformes aux normes de sécurité actuelles, et permettant une radio protection du personnel, suivant les indications du S.C.R.P.I. *Risques inhérents au transport*

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les produits radiopharmaceutiques détériorés au cours du transport, seront refusés et retournés au fournisseur, qui en supportera les frais.

6.3 - Mode de livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison qui comportera obligatoirement les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la dénomination exacte du ou des produits livrés (y compris la marque),
- les quantités livrées,
- les prix unitaires et totaux, franco hors taxe d'une part et toutes taxes comprises d'autre part,
- éventuellement, les emballages consignés ou prêtés.

Une copie de ce bon sera conservée par le service. La signature par le livreur lui-même étant considérée comme nulle.

Article 7 - CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA FOURNITURE

7.1 - Définition et Règlementation

Les produits pharmaceutiques sont définis par référence au Code de la santé publique, à la réglementation des pharmacopées française et européenne, aux normes françaises et européennes ainsi qu'aux spécifications techniques établies par les GPEM (Groupes Permanents d'Étude des Marchés).

7.2 - Étiquetage et péremption

L'**étiquetage** pour les produits du domaine pharmaceutique doit être conforme au Code de la santé publique et aux recommandations de l'ANSM et de l'HAS.

La Pharmacie de l'Etablissement procédera à la vérification des dates de **péremption**. Celles-ci devront faire apparaître un délai de validité minimale du produit de **12 MOIS**.

7.3 - Sérialisation

Les spécialités pharmaceutiques concernées par la sérialisation devront répondre aux exigences des Directives 2001/83/CE, 2011/62/UE, du règlement 2016/161/UE ainsi qu'à celles en référence à la sérialisation et en particulier intégrer l'obligation du contrôle du dispositif sérialisation dans le dispositif de réception des établissements de santé.

Les fournisseurs proposeront tout au long du marché la mise en place tout moyen permettant de faciliter les étapes de réception, de vérification et désactivation des médicaments, par exemple les codes consolidés permettant la vérification simultanée de plusieurs identifiants uniques contenus dans un carton constitué potentiellement de différentes spécialités. Les modifications et évolutions pourront faire l'objet d'avenant au marché.

Article 8 - CONDITIONS DE LIVRAISON

8.1 - Emballage

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG, les emballages restent la propriété du centre hospitalier.

8.2 - Transport

. Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination **franco de port**, quelle que soit la quantité commandée.

. Risques inhérents au transport

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

8.3 - Mode de livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison qui comportera obligatoirement les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- les références au bon de commande,
- la dénomination exacte du ou des produits livrés,
- les quantités livrées,
- éventuellement, les emballages consignés ou prêtés.

Une copie de ce bon sera conservée par le réceptionniste. La signature par le livreur lui-même étant considérée comme nulle.

8.4 - Lieux de livraison

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée au centre hospitalier.

Article 9 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Le titulaire du marché est avisé que les vérifications sont effectuées du lundi au vendredi de 7h00 à 17h00 aux adresses de livraison prévues.

Les opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 28 à 30 du CCAG. Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

1) Vérification quantitative

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, l'acheteur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Cependant, l'absence du titulaire lors des opérations de vérification ne fait pas obstacle à leur validité.

2) Vérification qualitative

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite de l'acheteur. Toutefois, celui-ci peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

3) Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG, par l'acheteur.

Article 10 - GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Les conditions d'exécution des garanties sont définies dans le CCAG-FCS.

Article 11 - AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Sans objet

Article 12 - DETERMINATION DES PRIX

Les offres devront préciser la marque, le type de produits, les délais de livraison, le taux de T.V.A. applicable, la référence de l'autorisation de mise sur le marché, le cas échéant.

Les candidats présenteront des propositions pour les accessoires nécessaires à l'utilisation des produits.

Ils communiqueront leur catalogue général de produits radiopharmaceutiques.

12.1 - Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix sont libellés en € et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

1. le conditionnement, l'emballage et la manutention,
2. l'assurance,
3. le stockage,
4. le transport jusqu'aux lieux de livraison,
5. les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
6. les frais de gestion.

12.2 - Prix de règlement

Les prix sont fermes et non actualisables pour la première période d'exécution du marché.

Ils sont **révisables** aux dates de reconductions prévues par le marché, dans les conditions stipulées à l'article 13 du présent C.C.A.P.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du C.C.A.G. F.C.S., le prix à payer est celui applicable à la date de notification du bon de commande.

12.3 - Variation des prix concernant les médicaments dont les prix sont fixés par le CEPS

Les prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits ou susceptibles d'être inscrits sur la liste des médicaments pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation (article L.162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale) et/ou modifiés en cours d'exécution des marchés publics ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix publié au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande. L'offre de l'opérateur économique sera donc révisée à la baisse en cas de diminution du tarif en cours d'exécution du présent marché public.

Si le produit est retiré de cette liste, le prix des marchés publics sera maintenu ou révisé à la baisse.

Pour tout médicament dont le prix est fixé par le CEPS :

En cas d'augmentation du tarif CEPS en cours d'exécution du présent marché public, l'offre de l'opérateur économique à la hausse pourra être acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Pour permettre l'acceptation de cette offre par le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique devra prouver qu'il s'agit bien d'un tarif administré avec publication au Journal Officiel. En cas d'absence de communication de cette pièce, le prix du marché en vigueur sera maintenu.

12.4 - Offres promotionnelles

Les fournitures objet du marché public pourront, en cours d'exécution, faire l'objet de promotion. A ce titre, le titulaire devra indiquer le nouveau prix unitaire H.T. de facturation (prix net unitaire hors taxes) ainsi que la période d'application de ce prix promotionnel. A la fin de la période, le prix du marché public sera de nouveau en vigueur.

Ces promotions s'entendent en termes de prix.

12.5 - Remise pour paiement rapide

Le titulaire pourra proposer dans son offre un taux d'escompte en cas de paiement selon un délai réduit.

12.6 - 9-6-Remises financières

Le titulaire pourra proposer dans son offre une remise sur chiffre d'affaires applicable pour chacune des périodes d'exécution du marché. Dans un délai maximum de 3 mois à compter de la fin de chaque période, le titulaire communiquera un état détaillant les commandes et le montant de la remise. Dès validation par le pouvoir adjudicateur, le titulaire émettra un avoir du montant de la remise pour la période considérée.

12.7 - Litige prix

En cas de désaccord sur le prix ou tout autre divergence, le blocage des commandes par le titulaire est strictement interdit et l'expose à une compensation financière due au retard et aux solutions alternatives que le CHR aura dû prendre en conséquence.

Article 13 - RECONDUCTION DU MARCHÉ – REVISION DES PRIX

La reconduction du marché est tacite. Le titulaire pourra s'opposer à la reconduction.

Le marché est reconductible par périodes de 12 mois dans la limite de 48 mois.

À chaque reconduction, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne reconduire qu'une partie des prestations. Cette décision sera notifiée au titulaire au plus tard 2 mois avant la date d'échéance annuelle.

Au plus tard 2 mois avant chaque date de renouvellement du contrat, le titulaire fournira ses nouveaux tarifs accompagnés d'une note et de tout document permettant de justifier de l'évolution des prix. ***A défaut de présentation de ces tarifs dans le délai, les prix du marché seront considérés invariants.***

La validation des nouveaux tarifs par le CHR doit être expresse. **La non réponse du CHR à une demande de renouvellement tarifaire ne constitue en rien son acceptation.** En cas de désaccord, les derniers prix ayant fait l'objet d'une validation par le CHR s'appliqueront.

Le pouvoir adjudicateur pourra alors être amené à engager une négociation avec le titulaire au titre de la période d'exécution suivante, et se réserve la possibilité de rejeter les nouveaux tarifs et ainsi de ne pas donner suite à l'accord de principe portant sur la reconduction, si la négociation tarifaire engagée au titre de la période d'exécution suivante fait apparaître une progression de prix dépassant le seuil d'acceptation de l'établissement (taux ONDAM de l'année en cours). Dans ce cas, le marché ne sera pas reconduit, sans qu'aucune des parties ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité *(par dérogation aux articles 38 et 42 du C.C.A.G. F.C.S.)*

En cas de désaccord sur le principe de la reconduction, l'arrêt des prestations a lieu le jour de renouvellement du marché.

Les prix peuvent être actualisables **en cas de variation des coûts de fabrication et de distribution en lien avec des événements imprévisibles** au moment du dépôt de l'offre initiale (crise économique majeure, hausse des prix / pénurie de matières premières, hausse des prix des approvisionnements et de l'énergie...) et susceptibles d'affecter la poursuite d'exécution des contrats, les prix pourront être actualisés sur des périodes définies, à la demande motivée et argumentée du titulaire.

Celui-ci produira à l'appui de sa demande les factures établissant la provenance des fournitures ainsi que leur prix d'acquisition ou de fabrication, au moment de la demande de révision et au moment du premier mois d'exécution du marché.

L'actualisation des prix ne sera appliquée qu'aux commandes passées à compter de la date définie dans la demande.

Les prix seront actualisés de la manière suivante :

$$P = F + (P_o - F_o)$$

Dans laquelle :

P =	Prix actualisé
F =	Prix d'acquisition ou de fabrication au mois de la demande d'actualisation
P _o =	Prix initial du marché
F _o =	Prix d'acquisition ou de fabrication initial (au premier mois d'exécution du marché)

Article 14 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT - DELAIS ET MODE DE REGLEMENT – INTERETS MORATOIRES

14.1 - Présentation des demandes de paiement

Chaque commande fera l'objet d'une facture.

Les factures afférentes au marché seront libellées en € à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement.

14.1.1 Facture électronique :

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Le CHR de Metz Thionville se réserve le droit de ne pas prendre en compte une facture papier.

14.1.2 Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat "Chorus Pro" (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser "Chorus".

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture (SIRET) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement :

➤ Codes services :

Hôpital de Mercy : **MEDMY**

Hôpital Bel-Air : **MEDBA**

14.2 - Délais de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article R.3133-11 du Code de la Commande Publique 2019 : les factures présentées aux établissements adhérents sont réglées – hors délai bancaire – sous le délai maximum de **50 jours**.

Les factures donnent lieu à paiement dès lors que la Pharmacie a pu constater le service fait (fourniture conforme, livrée complète...).

Le délai global de paiement commence à courir à la plus tardive des deux dates :

- de service fait,
- de réception de la facture conforme.

14.3 - Suspension du délai global de paiement

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées, aux prix applicables ou à la présentation prévue à l'article 14-1 *supra*, il sera opposé un **sursis de paiement** au fournisseur, pour régularisation. Le C.H. refusera tout avoir partiel sur facture pour rétablir la situation. Le fournisseur devra régulariser le litige par un avoir global annulant la facture erronée et en présenter une nouvelle.

Le délai global de paiement reprend une fois que les corrections demandées ont été apportées ou que le service a été fait, avec cependant un solde minimum de 30 jours calendaires incluant le délai du comptable assignataire.

14.4 - Intérêts moratoires

Lorsque le paiement de la facture par le Comptable assignataire est effectué au-delà du délai global de paiement mentionné à l'article 15-2, sous réserve de la mise en œuvre de la clause de suspension prévue à l'article 15-3, le titulaire a droit à l'indemnisation du préjudice subi pour le retard.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros.

Article 15 - Rupture et arrêt de commercialisation

15.1 - Rupture

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire du marché en informera le plus rapidement possible le CHR de Metz-Thionville.

Le titulaire devra notifier par écrit la date de reprise de l'approvisionnement. En l'absence de document écrit, la demande de surcoût prévue à l'article 17-1 ne pourra être contestée.

15.2 - Frais risques et dépens

Le laboratoire est dans l'obligation d'informer le CHR en cas de ruptures à venir. Si la livraison n'est pas opérée dans les délais contractuels sans motif légitime, le CHR pourra s'approvisionner aux frais et risques du titulaire.

En cas de rupture, le laboratoire doit en informer le CHR dans les plus courts délais. S'il ne le fait pas, le CHR se réserve le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire, sans l'avoir mis en demeure au préalable.

Article 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 17 - EXECUTION PAR DEFAULT - PENALITES

17.1 - Exécution par défaut

En cas de refus de livraison, de livraison incomplète, de retard, de rupture de stock, d'arrêt de commercialisation, de non remplacement dans les délais accordés ou d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation de marché, la personne responsable se fournira là où elle le jugera utile.

Lot en multi-attribution : en cas de rupture d'approvisionnement d'un titulaire au cours de sa période d'exécution, le dépannage sera réalisé *prioritairement* chez l'autre titulaire du lot concerné.

Le titulaire du marché public est tenu d'informer par écrit l'acheteur de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché public en supportera les conséquences financières.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et fera l'objet de demande de remboursement (demande d'émission d'un avoir).

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profite pas au titulaire.

17.2 - Pénalités de retard

S'il l'estime envisageable, le responsable du marché attendra que la livraison effective des marchandises commandées soit réalisée. Le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante *en dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. F.C.S.* :

$$P = \frac{V \times R}{300}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

R = le nombre de jours de retard

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. F.C.S. : « il n'est fixé aucun seuil d'exonération des pénalités ».

Article 18 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Les pharmaciens doivent avoir accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, références à des banques de données, dossiers cliniques, etc...).

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à l'emploi des produits proposés et retenus dans le cadre de la consultation.

Le candidat devra impérativement fournir un document détaillant les informations logistiques des références proposées : dimensions et poids des conditionnements primaire et secondaire, colisage, etc...

Article 19 - JURIDICTION COMPETENTE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent C.C.A.P., le tribunal administratif de STRASBOURG sera seul compétent.

Article 20 - RESILIATION

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 43 et 45 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire
- soit pour faute du titulaire
- soit dans le cas de circonstances particulières

20.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation sera prononcée pour événements extérieurs au marché public dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS.

20.2 - Résiliation pour faute

En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., la Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville ou son représentant peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec A.R., de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 8 jours.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS

Dans ce cas de résiliation, l'acheteur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

20.3 - Résiliation sans faute

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville ou son représentant peut résilier le marché dès que le montant minimum a été atteint, sans qu'il y ait faute du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

20.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Directeur Général du C.H.R. ou son représentant peut résilier le marché – sans mise en demeure - pour un motif d'intérêt général et sans qu'il y ait faute du titulaire, notamment dans les cas suivants :

- Lorsqu'un nouvel entrant (équivalent thérapeutique avec changement de recommandations des pratiques médicales) est commercialisé,
- En cas de forte fluctuation à la hausse du prix de la spécialité pharmaceutique.

Dans ces cas, *par dérogation aux articles 38 et 42 du C.C.A.G.-F.C.S.*, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

20.5 - Résiliation en cas de fin de monopole

Le Directeur Général du C.H.R. ou son représentant se réserve le droit de résilier le marché lorsque le médicament perd sa situation de monopole et que de nouveaux médicaments similaires sont commercialisés.

Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 21 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

21.1 - Evolution technologique ou galénique

En cas d'évolution technologique ou galénique des fournitures objets des marchés, le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement ce nouveau produit aux fournitures initialement prévues dans le marché public. Le prix du produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCAP.

21.2 - Evolution réglementaire

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution des marchés, le titulaire pourra proposer une modification des fournitures de son offre initiale, le coordonnateur se réservant le droit de suite. Le prix des fournitures modifiées ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCAP.

21.3 - Arrêt de fabrication ou de commercialisation

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures objets des marchés, le titulaire propose de délivrer une fourniture de catégorie supérieure à celle(s) prévue(s) dans les marchés publics. Le prix de la fourniture de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCAP.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de recourir aux dispositions du présent CCAP.

21.4 - Extension de gamme

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à compléter sa gamme en proposant la commercialisation d'une référence qui correspond mieux à l'indication médicale.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire un courrier stipulant que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Article 22 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame la Trésorière Principale des Etablissements hospitaliers de Metz-Thionville

H.I.A. LEGUEST

Bâtiment 001

27, avenue de Plantières

BP 90001

57077 METZ Cedex 3

☎ 03.87.65.17.60 - 📠 03.87.65.17.99 – mél : t057061@dgfip.finances.gouv.fr

Article 23 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS par l'article 8.1 du CCAP

Dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS par l'article 12.2 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS par l'article 17.2 du CCAP

Dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS par les articles 13 et 20 du CCAP

Fait à METZ, le 24 novembre 2025

La Directrice des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie,

Katia REBELO-SEWASTIANOW

